

Dans un Brésil à la dérive, le deuil de l'icône Marielle Franco

Les manifestations se multiplient dans tout le pays pour rendre hommage à la militante féministe des droits de l'homme, élue municipale à Rio de Janeiro, assassinée mercredi 14 mars.

LE MONDE | 21.03.2018 à 16h09 • Mis à jour le 21.03.2018 à 16h54 | Par Claire Gatinois (*/journaliste/claire-gatinois/*) (Sao Paulo, correspondante)

LA LETTRE DE SAO PAULO



Devant le siège du conseil municipal de Rio, pendant les funérailles de Marielle Franco, le 15 mars. MAURO PIMENTEL / AFP

Leurs mains noires enlacées, les bras marqués d'un « *Marielle* » écrit au feutre, faisaient la couverture du quotidien brésilien, *Folha de Sao Paulo*, lundi 19 mars. Quatre jours après l'assassinat de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco, 38 ans, noire, ouvertement lesbienne, issue des favelas, féministe, militante des droits de l'homme, défenseuse de la cause noire et critique des violences policières, une foule en larmes se massait encore dimanche sur la Paulista, l'avenue principale de Sao Paulo. La scène s'est répétée à Rio de Janeiro, Belo Horizonte et dans la plupart des grandes villes du Brésil avec autant d'échos médiatiques. Un hommage de plus pour une femme devenue le symbole d'un pays à la dérive.

« *La mort de Marielle a secoué tout le monde* », atteste Bruno Ribeiro, étudiant en maîtrise d'anthropologie à l'université Unicamp de Campinas, dans l'Etat de Sao Paulo. Membre du groupe de la « conscience noire » de son établissement, le jeune homme de 22 ans alterne depuis mercredi entre le chagrin et la colère. « *Au Brésil, l'esclavage a laissé des traces. Les Noirs ont leurs domaines, les Blancs les leurs. Marielle était venue sur leur territoire. Elle avait de l'influence, du pouvoir, elle incarnait toutes les forces progressistes. C'est comme si elle avait passé la limite et qu'on envoyait un message pour dire : stop. Alors on envoie nous aussi un message, en descendant dans la rue* », dit-il.

Une mort brutale toutes les neuf minutes

Marielle Franco a été tuée par quatre balles calibre 9 millimètres tirées à bout portant dans une rue passante de Rio. Les cartouches provenaient d'un lot vendu en 2006 à la police fédérale de Brasília. Selon le quotidien *O Globo*, une partie de ce lot, sorti depuis des années des radars des autorités, a déjà été identifiée dans l'une des pires barbaries de l'Etat de Sao Paulo : la tuerie (« *chacina* ») de Barueri et Osasco, deux villes de la périphérie, où 17 personnes ont été abattues en 2015 par des policiers militaires en représailles de la mort d'un des leurs.

A ce stade, l'enquête n'a pas encore permis d'identifier les responsables de la mort de Marielle Franco, mais les forces de l'ordre privilégient la thèse d'un assassinat. Bouleversée par l'assassinat d'une personnalité publique, une partie du Brésil a soudain pris conscience de la brutalité existant dans le pays quand une autre s'est dressée contre le meurtre d'une femme devenue l'icône des sans-voix assassinés et opprimés quotidiennement.



A Rio, le 20 mars. Leo Correa / AP

En 2017, le pays a recensé 61 619 homicides. Soit une mort brutale toutes les neuf minutes : les pauvres, les Noirs, les habitants des favelas et les personnes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) sont les premières victimes de ce que les experts qualifient de véritable guerre civile. Sur 100 personnes assassinées, 71 sont noires, indique l'*Atlas de la violence* publié en 2017. Et selon le quotidien *O Globo*, une personne LGBT meurt toutes les dix-neuf heures en raison de comportements haineux, entraînant des suicides ou des meurtres.

« *Le Brésil est une démocratie où persistent des violations quotidiennes des droits de l'homme. Et Rio est devenu un concentré de cela* », commente Mariana Conti, conseillère municipale de Campinas, ville de l'Etat de Sao Paulo, membre du Parti socialisme et liberté (PSOL, gauche) et du collectif féministe Rosa Lilas.

Fausses rumeurs

En réponse à cette situation explosive, le gouvernement de Michel Temer a décrété en février une intervention fédérale militaire pour reprendre le contrôle de la sécurité, quitte à rogner les droits des citoyens. Une réponse de fermeté, menée dans la précipitation sans analyse ni budget, dénoncée par Marielle Franco qui, à l'instar de nombreux habitants des favelas, redoutait une escalade de violence mâtinée de bavures policières.

Lire aussi : Les militaires reprennent le contrôle de la sécurité à Rio de Janeiro

(americas/article/2018/02/16/les-militaires-reprennent-le-contrôle-de-la-sécurité-a-rio-de-janeiro_5258271_3222.html)

« *La mort de Marielle n'est pas n'importe quelle mort et arrive dans un contexte précis* », analyse le sociologue Ruda Ricci tentant d'expliquer la mobilisation en faveur de la militante. A l'entendre, les manifestants auraient quelque chose à voir avec les révoltés de 2013, protestant contre la hausse du prix du ticket de bus, l'indigence des services publics et la gabegie liée à l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014. « *Des jeunes, des femmes, des féministes, des Noires, des militants LGBT, parfois de gauche et souvent anarchistes*, dit-il. *Un mouvement latent d'indignation qui, jusqu'ici, n'était pas parvenu à exploser.* »



A Rio, le 20 mars. Leo Correa / AP

La révolte durera-t-elle ? De fausses rumeurs, faisant de la conseillère municipale la protectrice de gangsters, voire la maîtresse d'un dangereux trafiquant de Rio, ont circulé sur les réseaux sociaux, véhiculées notamment par une juge de Rio, Marília Castro Neves, un parlementaire membre du lobby des armes à feu, Alberto Fraga, ou des militants de droite représentants du Movimento Brasil Livre (Mouvement Brésil Libre, MBL). « *Des calomnies essaimées par quelques nostalgiques de la dictature militaire* », accuse Jean Wyllys, député du PSOL qui, pour avoir fait état de son homosexualité, est régulièrement injurié et menacé. A son sujet, la magistrate Marília Castro Neves aurait notamment écrit qu'il méritait le peloton d'exécution, bien qu'*« il ne vaille pas la balle qui le tuera »*. Ulcéré, le PSOL compte mener l'affaire en justice. Considérées comme un deuxième assassinat, ces « fake news » rapidement identifiées n'ont toutefois fait que redoubler la ferveur des défenseurs de Marielle Franco.